

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2009/205884]

**3 DECEMBRE 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif à la certification des bâtiments résidentiels existants**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine tel que modifié par le décret-cadre du 19 avril 2007 en vue de promouvoir la performance énergétique des bâtiments, notamment les articles 237/27, alinéa 2, 237/28, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, et § 3, 237/29, 237/30, alinéa 2, 237/30, alinéa 3 et 237/35, alinéa 1^{er};

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 29 avril 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 avril 2009;

Vu l'avis de la Commission régionale de l'Aménagement du Territoire, donné le 26 mai 2009;

Vu l'avis 46.967/2/V du Conseil d'Etat, donné le 22 juillet 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, cordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Développement durable et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2002/91/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2002 sur la performance énergétique des bâtiments, conformément à son article 15, § 1^{er}, alinéa 2.

Art. 2. Dans le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, sous le Titre IV intitulé "Des mesures d'exécution du Livre IV" du Livre V intitulé "Des mesures d'exécution", les dispositions suivantes sont insérées à la suite de l'article 576 :

« CHAPITRE VI. — *De la certification des bâtiments résidentiels existants*

Section 1^{re}. — Champ d'application

Art. 577. Les dispositions du présent chapitre s'appliquent à tout bâtiment résidentiel existant dont la date de la demande de réception de la première demande de permis est antérieure au 1^{er} mai 2010.

Section 2. — Le certificat PEB de bâtiment résidentiel existant

Art. 578. Le certificat PEB de bâtiment résidentiel existant est établi par un certificateur PEB de bâtiment résidentiel existant agréé.

Il est le résultat, exclusivement, de l'application du logiciel visé à l'article 597.

Art. 579. Le certificat PEB de bâtiment résidentiel existant contient, outre les éléments visés à l'article 237/27, au minimum les éléments suivants :

- l'adresse du bâtiment ou de l'unité d'habitation;
- s'il existe, la date d'octroi du permis de bâtir, d'urbanisme ou unique autorisant sa construction et son numéro de référence;
- lorsque le bâtiment est équipé d'installations communes de chauffage ou d'eau chaude sanitaire, l'indication de la présence, ou non, dans chaque unité d'habitation, de systèmes de comptage individuel des consommations;
- une photo extérieure du bâtiment identifiant l'unité d'habitation concernée;
- la version du logiciel de calcul et du protocole de collecte des données utilisés;
- la référence du certificat;
- le prix du certificat;
- la date d'émission du certificat;
- l'identification et le numéro d'agrément du certificateur PEB agréé de bâtiments résidentiels existants et sa signature.

Le Ministre peut compléter le contenu du certificat PEB de bâtiment résidentiel existant en vue d'y intégrer les indicateurs de performance énergétique du bâtiment et les recommandations issus du logiciel visé à l'article 597. Il établit un modèle de certificat PEB de bâtiment résidentiel existant.

Art. 580. Les immeubles à appartements qui disposent d'une installation commune de chauffage, d'eau chaude sanitaire, de ventilation ou de panneaux solaires photovoltaïques font l'objet d'un rapport partiel des données relatives à ces éléments communs.

Ce rapport partiel a une durée de validité de dix ans.

Le rapport partiel ne peut être établi que par un certificateur PEB de bâtiment résidentiel existant agréé.

Les associations de copropriétaires sont tenues de disposer d'un rapport partiel relatif à l'installation commune de chauffage, d'eau chaude sanitaire, de ventilation ou de panneaux solaires photovoltaïques et de le mettre gratuitement à disposition de tout propriétaire ou titulaire de droit réel d'une partie privative de l'immeuble.

Pour chacun des appartements de l'immeuble, le certificat PEB de bâtiment résidentiel existant peut être établi en utilisant, d'une part, le rapport partiel et, d'autre part, les données propres aux parties privatives.

Art. 581. L'administration organise et gère une base de données qui contient tous les certificats PEB de bâtiment résidentiel existant et tous les rapports partiels des installations communes des immeubles à appartements.

Les données techniques ayant servi à l'élaboration d'un certificat PEB de bâtiment résidentiel existant, ou d'un rapport partiel visé à l'article 580, à l'exception des informations à caractère personnel, peuvent être réutilisées par un autre certificateur PEB de bâtiment résidentiel existant agréé pour établir un nouveau certificat PEB de bâtiment résidentiel existant ou un nouveau rapport partiel.

Art. 582. L'administration est habilitée à contrôler les certificats PEB de bâtiment résidentiel existant.

Pour ce faire, elle peut exiger du certificateur PEB de bâtiment résidentiel existant agréé qu'il lui remette tous les documents de preuve qu'il a conservés.

Le contrôle est effectué, soit sur la base de ces documents, soit sur la base des données constatées par l'administration elle-même dans le bâtiment et sur les installations.

Section 3. — Les certificateurs PEB agréés de bâtiment résidentiel existant

Sous-section 1^{re}. — L'agrément des certificateurs PEB de bâtiment résidentiel existant

Art. 583. § 1^{er}. Peuvent être agréés en qualité de certificateur PEB de bâtiment résidentiel existant, les auditeurs pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement, agréés en exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juin 2006 fixant les modalités d'agrément des auditeurs pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement, à condition d'avoir suivi la formation décrite aux articles 588 et suivants.

§ 2. Peut aussi être agréée en qualité de certificateur PEB de bâtiment résidentiel existant toute personne physique répondant aux conditions suivantes :

— être porteuse d'un diplôme d'architecte, d'ingénieur architecte, d'ingénieur civil, de bio-ingénieur, d'ingénieur industriel, de gradué en construction, ou de tout autre diplôme de l'enseignement supérieur sanctionnant une formation intégrant les aspects énergétiques des bâtiments, ou justifier, au minimum, d'une expérience d'au moins deux ans quant aux aspects énergétiques des bâtiments;

— avoir suivi la formation et réussi l'examen décrits aux articles 588 et suivants.

Les ressortissants d'un autre Etat justifient de leur qualification sur base de diplômes et garanties équivalents à celles visées à l'alinéa 1^{er}.

§ 3. Peut enfin être agréée en qualité de certificateur PEB de bâtiment résidentiel existant toute personne morale comptant parmi son personnel ou ses collaborateurs au moins un certificateur PEB de bâtiment résidentiel existant agréé, et lié avec elle par une convention dont la durée est au moins égale à celle de l'agrément.

Art. 584. § 1^{er}. Pour être agréés certificateur PEB de bâtiment résidentiel existant, les auditeurs pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement, agréés en exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juin 2006 fixant les modalités d'agrément des auditeurs pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement, introduisent, auprès de l'administration, le formulaire de candidature d'agrément mis à leur disposition par l'administration, et qui contient au moins :

— les nom, adresse et profession du demandeur;

— la copie de l'agrément obtenu en exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juin 2006 fixant les modalités d'agrément des auditeurs pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement;

— l'engagement sur l'honneur à respecter les conditions relatives à l'agrément et aux missions du certificateur PEB agréé de bâtiments résidentiels existants.

Les autres candidats personnes physiques introduisent auprès de l'administration, le formulaire de candidature d'agrément mis à leur disposition par l'administration, et qui contient au moins :

— les nom, adresse et profession du demandeur;

— les titres, qualifications et copie du diplôme du demandeur ou la justification de l'expérience quant aux aspects énergétiques des bâtiments;

— l'engagement sur l'honneur à respecter les conditions relatives à l'agrément et aux missions du certificateur PEB agréé de bâtiments résidentiels existants.

Le Ministre peut déterminer la forme et préciser le contenu du formulaire de candidature d'agrément visé aux alinéas 1^{er} et 2.

§ 2. Dans les quinze jours qui suivent la réception du dossier de la candidature d'agrément, l'administration adresse au demandeur un accusé de réception qui précise si le dossier est complet et recevable.

Si le dossier est incomplet, l'accusé de réception relève les pièces manquantes et précise que la procédure recommence à dater de leur réception.

Dans un délai de quarante jours à dater de la notification du caractère complet et recevable de la demande, l'administration notifie au demandeur sa décision d'accepter ou non la candidature.

La notification de l'acceptation de la candidature autorise le candidat à s'inscrire aux formations et, le cas échéant, à l'examen, visés aux §§ 1^{er} et 2 de l'article 589. Elle mentionne les modalités pratiques d'organisation de ces formations et, le cas échéant, de l'examen.

En cas de refus de la candidature, l'administration notifie sa décision au candidat en indiquant les motifs du refus.

A l'issue des formations et de l'examen visés aux alinéas 1^{er} et 2 de l'article 589, et après réception du rapport visé à l'article 591, § 2, le Ministre agréé les candidats qui remplissent les conditions définies à l'article 583, §§ 1^{er} ou 2.

L'arrêté ministériel mentionne :

1° le numéro d'agrément;

2° l'adresse de la base de données à utiliser en application des articles 597 et 598.

Il est notifié aux candidats agréés dans un délai de quarante jours suivant la réception du rapport visé à l'article 591, § 2. La notification précise les modalités d'accès à la base de données à utiliser en application des articles 597 et 598.

Art. 585. § 1^{er}. Les personnes morales introduisent un formulaire de demande d'agrément mis à leur disposition par l'administration, qui contient au moins :

— l'identification officielle de la personne morale, une version coordonnée de ses statuts, la liste des administrateurs ou des gérants ainsi que le numéro d'entreprise;

— les nom, adresse et qualité de la personne à contacter;

— une copie de la convention qui lie la personne morale à la personne physique titulaire de l'agrément;

— une copie de l'attestation d'agrément délivrée à la personne physique titulaire de l'agrément.

Le Ministre peut déterminer la forme et préciser le contenu du formulaire de demande d'agrément.

§ 2. Dans les quinze jours qui suivent la réception du dossier de la demande d'agrément, l'administration adresse à la demanderesse un accusé de réception qui précise si le dossier est complet et recevable.

Si le dossier est incomplet, l'accusé de réception relève les pièces manquantes et précise que la procédure recommence à dater de leur réception.

Dans un délai de quarante jours à dater de l'envoi de l'accusé de réception de la demande d'agrément attestant que le dossier est complet, l'administration notifie à la demanderesse sa décision d'accepter ou non la demande.

En cas de refus de la demande, l'administration notifie sa décision à la demanderesse en indiquant les motifs du refus.

Le Ministre agréé les candidates qui remplissent les conditions définies à l'article 583, § 3.

L'arrêté ministériel mentionne :

1° le numéro d'agrément;

2° l'identification du ou des certificateurs PEB agréés de bâtiments résidentiels existants liés avec la personne morale par une convention visée à l'article 583, § 3;

3° l'adresse de la base de données à utiliser en application de l'article 597.

Il est notifié aux candidates agréées dans un délai de quarante jours suivant la notification du caractère recevable et complet de la demande d'agrément. La notification précise les modalités d'accès à la base de données à utiliser en application des articles 597 et 598.

Art. 586. L'administration publie sur son site Internet la liste des certificateurs PEB de bâtiment résidentiel existant agréés.

Art. 587. L'agrément est octroyé pour une durée de cinq ans à dater de la signature de l'arrêté d'agrément.

L'agrément peut être renouvelé.

La demande de renouvellement doit être introduite auprès de l'administration nonante jours avant la date d'expiration de l'agrément. Dans ce cas, l'agrément est prolongé jusqu'au moment où le Ministre a statué sur la demande de renouvellement.

La décision de renouvellement est publiée sur le site Internet de l'administration.

Sous-section 2. — La formation des certificateurs PEB de bâtiment résidentiel existant

Art. 588. Les formations et les examens des candidats certificateurs PEB de bâtiment résidentiel existant sont organisés par des centres de formation agréés.

Les centres agréés utilisent les supports de formation mis à leur disposition par l'administration.

Art. 589. § 1^{er}. Pour les personnes visées à l'article 583, § 1^{er}, la formation comporte notamment :

— un volet portant sur le cadre réglementaire en vigueur en matière de certification des bâtiments résidentiels existants, ainsi qu'une information portant sur les spécificités, d'une part, de la certification et, d'autre part, de l'audit énergétique;

— un volet pratique relatif à la physique de l'enveloppe du bâtiment;

— un volet pratique relatif aux installations techniques individuelles, notamment, de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire, en ce compris le recours à des panneaux solaires thermiques, de refroidissement, de ventilation, ainsi qu'aux installations de panneaux solaires photovoltaïques;

— un volet relatif aux aspects théoriques et pratiques concernant les installations communes de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire, en ce compris le recours à des panneaux solaires thermiques, de refroidissement, de ventilation, ainsi qu'aux installations de panneaux solaires photovoltaïques;

— un volet relatif au protocole de collecte des données visé à l'article 597 et aux formulaires de collecte des données qui doivent être utilisés en vue de l'élaboration du certificat;

— un volet portant sur l'utilisation du logiciel visé à l'article 597 comprenant au moins un exemple pratique de toutes les étapes nécessaires à l'élaboration d'un certificat, ainsi que du rapport partiel visé à l'article 580, en ce compris les recommandations générées par le logiciel;

— un volet portant sur le fonctionnement de la base de données visée à l'article 581.

§ 2. Pour les personnes physiques visées à l'article 583, § 2, la formation comporte notamment :

- un volet portant sur le cadre réglementaire en vigueur en matière de certification des bâtiments résidentiels existants, ainsi qu'une information portant sur les spécificités, d'une part, de la certification et, d'autre part, de l'audit énergétique;
- un volet théorique et pratique relatif à la physique de l'enveloppe du bâtiment;
- un volet théorique et pratique relatif aux installations techniques individuelles, notamment, de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire, en ce compris le recours à des panneaux solaires thermiques, de refroidissement, de ventilation, ainsi qu'aux installations de panneaux solaires photovoltaïques;
- un volet relatif aux aspects théoriques et pratiques concernant les installations communes de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire, en ce compris le recours à des panneaux solaires thermiques, de refroidissement, de ventilation, ainsi qu'aux installations de panneaux solaires photovoltaïques;
- un volet relatif au protocole de collecte des données visé à l'article 597 et aux formulaires de collecte des données qui doivent être utilisés en vue de l'élaboration du certificat;
- un volet portant sur l'utilisation du logiciel visé à l'article 597 comprenant au moins un exemple pratique de toutes les étapes nécessaires à l'élaboration d'un certificat, ainsi que du rapport partiel visé à l'article 580, en ce compris les recommandations générées par le logiciel;
- un volet portant sur le fonctionnement de la base de données visée à l'article 581.

La formation visée à l'alinéa 1^{er} du § 2, est sanctionnée par un examen comprenant une épreuve orale et une épreuve écrite, la réussite de l'examen étant conditionnée par une moyenne supérieure ou égale à 12/20. L'examen écrit porte sur les aspects théoriques et pratiques visés à l'alinéa 1^{er} du § 2. L'examen oral consiste à apporter la preuve de la connaissance de l'utilisation du protocole de collecte des données et du logiciel visés à l'article 597.

Art. 590. Le centre de formation agréé communique à l'administration, au moins quinze jours avant le début des cours et examens, les dates prévues pour ceux-ci.

L'administration peut assister aux formations et aux examens.

Art. 591. § 1^{er}. Pour les personnes visées à l'article 583, § 1^{er}, le centre de formation agréé remet dans les quinze jours suivant la formation, une attestation de suivi de la formation aux candidats qui ont suivi l'ensemble de la formation.

Pour les personnes visées à l'article 583, § 2, le centre de formation agréé remet, dans les quinze jours suivant l'examen, une attestation de suivi de la formation aux candidats qui ont suivi l'ensemble de la formation et un rapport établissant les résultats obtenus à l'examen.

§ 2. Dans les trente jours suivant une session de formation ou d'examen, un rapport sur la session de formation ou d'examen est transmis à l'administration.

Ce rapport contient au moins les éléments suivants :

- 1° la liste des candidats ayant assisté aux formations et, le cas échéant, réussi l'examen;
- 2° le taux de participation aux cours de chaque personne inscrite à la formation;
- 3° la liste des membres du jury ayant assisté aux examens;
- 4° les notes obtenues par les candidats aux différentes parties de l'examen et la moyenne calculée de ces différentes épreuves.

Le rapport est signé par le ou les responsables du centre agréé de formation.

§ 3. Afin de couvrir les frais occasionnés par l'organisation des formations et des examens, le centre agréé de formation peut percevoir un droit d'inscription auprès des candidats.

Le Ministre peut fixer le montant maximal du droit d'inscription.

Sous-section 3. — L'agrément des centres de formation

Art. 592. Pour être agréé, le centre de formation répond aux conditions suivantes :

- 1° être à même d'organiser les formations et les examens visés à l'article 589;
- 2° être à même d'organiser les formations permanentes visées à l'article 599;
- 3° disposer du personnel enseignant titulaire à la fois d'un agrément, depuis deux ans au moins, en tant qu'auditeur pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement, agréé en exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juin 2006 fixant les modalités d'agrément des auditeurs pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement, et d'un agrément en tant que certificateur de bâtiments résidentiels existants;
- 4° disposer des équipements techniques nécessaires au bon déroulement des formations, notamment du matériel informatique performant en nombre suffisant.

Art. 593. La demande d'agrément est introduite par lettre ou remise contre récépissé à l'administration, au moyen du formulaire mis à disposition par l'administration.

Le Ministre peut déterminer la forme et préciser le contenu du formulaire de demande d'agrément.

L'administration envoie au demandeur sa décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la demande.

Si la demande est incomplète, l'administration indique au demandeur les renseignements ou documents manquants.

Le Ministre envoie sa décision d'octroi ou de refus d'agrément dans les quarante jours. Si l'agrément est accordé, un numéro d'agrément est attribué au centre.

L'administration publie sur son site Internet la liste des centres de formation agréés.

Art. 594. L'agrément du centre est accordé pour une période de cinq ans à dater de la signature de l'arrêté d'agrément.

L'agrément peut être renouvelé.

La demande de renouvellement doit être introduite auprès de l'administration nonante jours avant la date d'expiration de l'agrément. Dans ce cas, l'agrément est prolongé jusqu'au moment où le Ministre a statué sur la demande de renouvellement.

La décision de renouvellement est publiée sur le site Internet de l'administration.

Art. 595. § 1^{er}. Lorsqu'un centre de formation manque aux dispositions des articles 588 à 591, le Ministre peut suspendre ou retirer son agrément.

§ 2. Lorsque le Ministre a l'intention de suspendre ou de retirer l'agrément, il en informe le centre de formation concerné, par envoi recommandé.

Cet envoi indique les manquements constatés, la sanction éventuellement envisagée, la date de l'audition où le centre de formation est invité à faire valoir ses observations, le cas échéant accompagné de son avocat, et la manière dont le centre peut consulter le dossier complet relatif aux manquements reprochés.

Il est dressé procès-verbal de l'audition. Ce procès-verbal est notifié au centre de formation dans les vingt jours de l'audition.

Le Ministre envoie sa décision au centre de formation dans un délai de quarante jours suivant l'audition.

Art. 596. Le centre agréé communique, sans délai, à l'administration, toute modification le concernant et pouvant avoir un impact sur son agrément.

Sous-section 4. — Les missions des certificateurs PEB de bâtiment résidentiel existant agréés

Art. 597. Dans l'exercice de leurs fonctions, les certificateurs PEB de bâtiment résidentiel existant agréés collectent et traitent les données nécessaires à l'application du logiciel associé à la méthode de calcul de la performance énergétique des bâtiments résidentiels existants, selon le protocole établi par l'administration, mis gratuitement à leur disposition.

Ils utilisent la dernière version du logiciel de calcul et du protocole mis à leur disposition.

Ils conservent, pendant une année, toutes les preuves des constats réalisés dans les bâtiments et sur les installations certifiées.

Art. 598. Les certificateurs PEB de bâtiment résidentiel existant agréés envoient copie, sous format informatique, à l'administration, de chaque certificat qu'ils établissent. Cet envoi doit précéder la remise au propriétaire ou au titulaire de droit réel de l'exemplaire papier du certificat.

Les certificateurs PEB de bâtiment résidentiel existant agréés remettent une version papier du certificat telle qu'il est produit par le logiciel associé à la méthode de calcul de la performance énergétique des bâtiments résidentiels existants, au propriétaire ou au titulaire de droit réel, dans un délai de trente jours à dater de l'envoi à l'administration.

Art. 599. Les certificateurs PEB de bâtiment résidentiel existant agréés suivent les sessions de formation continue. Ces formations sont organisées par les centres agréés et ont une durée maximale annuelle de 24 heures.

Art. 600. Les certificateurs PEB de bâtiment résidentiel existant agréés exercent leur mission en toute indépendance. Ils ne sont pas autorisés à réaliser des certificats relatifs à des bâtiments ou unités d'habitations :

- sur lesquels ils disposent d'un droit réel ou personnel;
- pour lesquels ils interviennent, à quelque titre que ce soit, dans le cadre d'une transaction immobilière;
- dont le propriétaire ou le titulaire de droits réels est un ascendant ou descendant en ligne directe, ou leur employeur.

Art. 601. Les certificateurs PEB de bâtiment résidentiel existant agréés communiquent, sans délai, à l'administration, toute modification d'une des conditions visées à l'article 583 ou des données reprises dans les formulaires visés aux articles 584, § 1^{er}, ou 585, § 1^{er}.

Sous-section 5. — Les sanctions applicables aux certificateurs PEB agréés de bâtiments résidentiels existants

Art. 602. § 1^{er}. Lorsque qu'un certificateur PEB de bâtiment résidentiel existant agréé manque à ses obligations, le Ministre peut le sanctionner.

Les manquements visés sont :

- la mauvaise qualité des certificats, établie, notamment, par des manquements au niveau de la qualité et de la complétude des données relevées ou des résultats;
- les manquements relatifs aux obligations visées aux articles 597 à 601;
- la disparition d'un des critères visés à l'article 583.

La première fois qu'un manquement est constaté, le Ministre peut adresser un avertissement au certificateur PEB de bâtiment résidentiel existant agréé et lui enjoindre de se conformer aux exigences du présent arrêté et éventuellement de participer à une formation.

En cas de refus du certificateur PEB de bâtiment résidentiel existant agréé de se conformer aux exigences du présent arrêté ou de participer à une formation, ou en cas de constatation de nouveaux manquements, le Ministre peut retirer l'agrément.

Art. 603. Lorsque le Ministre a l'intention de sanctionner un certificateur PEB de bâtiment résidentiel existant agréé, il l'en informe, par envoi recommandé.

Cet envoi indique les manquements constatés, la sanction éventuellement envisagée, la date de l'audition où le certificateur PEB de bâtiment résidentiel existant agréé est invité à faire valoir ses observations, le cas échéant accompagné de son avocat et la manière dont le certificateur PEB de bâtiment résidentiel existant agréé peut consulter le dossier complet relatif aux manquements reprochés.

Il est dressé procès-verbal de l'audition. Ce procès-verbal est notifié au certificateur PEB de bâtiment résidentiel existant agréé dans les vingt jours de l'audition.

Le Ministre envoie sa décision au certificateur PEB de bâtiment résidentiel existant agréé dans un délai de quarante jours suivant l'audition.

Art. 604. Lorsque son agrément lui est retiré, le certificateur PEB agréé de bâtiments résidentiels existants avertit, sans délai, tous les propriétaires ou titulaires de droit réel avec qui des contrats en vue de l'élaboration d'un certificat sont en cours d'exécution. »

Art. 3. L'article 530, 20^o, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine est remplacé par le texte suivant :

« 20^o Administration : le Service public de Wallonie, Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie, Département de l'Energie et du Bâtiment durable, Direction du Bâtiment durable ».

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

En ce qu'il concerne les bâtiments visés à l'article 577 du présent arrêté, le Titre V du Livre IV *sub* article 10 du décret-cadre du 19 avril 2007 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine entre en vigueur au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Toutefois, l'obligation de disposer d'un certificat PEB de bâtiment résidentiel existant, conformément à l'article 237/28, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, et § 3 du décret-cadre du 19 avril 2007 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine est applicable :

— pour les actes de vente relatifs à des maisons unifamiliales, à partir du 1^{er} juin 2010;

— pour tout autre acte déclaratif, constitutif ou translatif d'un droit réel que la vente, à l'exclusion de l'hypothèque ou de l'antichrèse, ou pour tout acte qui confère un droit personnel de jouissance sur des maisons unifamiliales, à partir du 1^{er} juin 2011;

— pour tout acte déclaratif, constitutif ou translatif d'un droit réel, à l'exclusion de l'hypothèque ou de l'antichrèse, ou lors de l'établissement de tout acte qui confère un droit personnel de jouissance portant sur d'autres bâtiments résidentiels, à partir du 1^{er} juin 2011.

Art. 5. Disposent d'un agrément valable en tant que certificateur PEB de bâtiment résidentiel existant, pour une durée de cinq ans à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, les personnes figurant en annexe, désignées en leur qualité de formateurs dans le cadre de la procédure d'avis énergétique et de la certification.

Art. 6. L'article 592, 3^o, s'applique au plus tard un an après que le premier centre de formation ait été agréé; entre-temps, le personnel enseignant est puisé dans la réserve constituée par l'administration dans le cadre des formations organisées en vue de l'agrément des auditeurs pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement.

Art. 7. A condition qu'ils aient été terminés avant la date du 1^{er} juin 2010, les audits établis en exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juin 2006 fixant les modalités d'agrément des auditeurs pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement valent certificat PEB d'un bâtiment existant pendant cinq années à partir de la date du rapport d'audit.

Namur, le 3 décembre 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ANNEXE

LONCOUR, Xavier, LIMELETTE.
CRABBE, Claude, LOUVAIN-LA-NEUVE.
HEYMANS, Nicolas, LIMELETTE.
GILOT, Ronald, ARBRE.
LEROY, Bernard, MONT-SUR-MARCHIENNE.
DENIS, Patricia, OHEY.
MAIRESSE, Marc, LOUVAIN-LA-NEUVE.
MEESSEN, Alain, LIEGE.
GOULARD, Quentin, PETITE-CHAPELLE.
LEFEBVRE, Michael, LA HULPE.
CSIK, Nicolas, LIEGE.
FANIEL, Vincent, LIEGE.
KAISER, Gérard, RIXENSART.
BUYSE, Françoise, LIBRAMONT.
GUERLEMENT, Christophe, THUIN.
PARADA, Javier, VERVIERS.
VANDORMAEL, Laurence, WALHAIN.
JADINON, Vincent, WOLUWE-SAINT-ETIENNE.
DEMESMAECKER, Pierre, WOLUWE-SAINT-ETIENNE.
BRANDT, Muriel, LIMBOURG.
CAUDRON, Ariane, WAHA.
ROMER, Daphné, WELKENRAEDT.
GREIMERS, Christina, LIEGE.
GENCO, Giuseppe, RANSART.
AERTS, Raphael, SAINT-SERVAIS.
FONTAINE, Ludovic, BLANDAIN.
CHARDOME, Geoffroy, SART-LA-BUISSIÈRE
DUPONT, Géraldine, NAMUR.
KEUTGEN, Gauthier, NAMUR.
HOLZEMER, Luc, EMBOURG.
HEEREN, Alain, FERRIERES.

MATERNE, Edouard, NANINNE.
 HOCQUET, Jacques, ERQUELINNES.
 MATTHEWS, Jonathan, NAMUR.
 CAMBIER, Marcel, MONS.
 FRASELLE, Jérémie, LESSINES.
 DELMOTTE, Christophe, LIMELETTE.
 DELCAMPE, Maxime, HOLLAIN.
 MEESEN, Alain, LIEGE.
 SCHEINDERS, David, WALHORN.
 RENARD, Frédéric, NAMUR.
 LECLERCQ, Thomas, OTTIGNIES-LOUVAIN-LA-NEUVE.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 2009 relatif à la certification des bâtiments résidentiel existants.

Namur, le 3 décembre 2009.

Le Ministre-Président,
 R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
 J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2009/205884]

3. DEZEMBER 2009
Erlass der Wallonischen Regierung
über die Zertifizierung der bestehenden Wohngebäude

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, abgeändert durch das Rahmendekret vom 19. April 2007 zwecks der Förderung der Energieeffizienz von Gebäuden, insbesondere der Artikel 237/27, Absatz 2, 237/28, § 1, Absätze 2 und 3, und § 3, 237/29, 237/30, Absatz 2, 237/30, Absatz 3 und 237/35, Absatz 1;

Aufgrund des am 29. April 2009 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 30. April 2009 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 26. Mai 2009 abgegebenen Gutachtens des Regionalausschusses für Raumordnung;

Aufgrund des am 22. Juli 2009 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 1^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatrates Nr. 46.967/2/V;

Auf Vorschlag des Ministers für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2002/91/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. Dezember 2002 über das Energieprofil von Gebäuden gemäß deren Artikel 15, § 1, Absatz 2 teilweise umgesetzt.

Art. 2 - In das Wallonische Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird unter den Titel IV mit der Überschrift "Maßnahmen zur Durchführung von Buch IV" des Buches V mit der Überschrift "Durchführungsmaßnahmen" die folgenden Bestimmungen nach Artikel 576 eingefügt

«KAPITEL VI — *Zertifizierung der bestehenden Wohngebäude*

Abschnitt 1 — Anwendungsbereich

Art. 577 - Die Bestimmungen des vorliegenden Kapitels finden Anwendung auf jedes bestehende Wohngebäude, dessen Empfangsbestätigung für den ersten Genehmigungsantrag vor dem 1. Mai 2010 erfolgte.

Abschnitt 2 — "PEB"-Ausweis von bestehenden Wohngebäuden

Art. 578 - Der "PEB"-Ausweis (Ausweis über Energieeffizienz) von bestehenden Wohngebäuden wird durch einen zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende Wohngebäude erstellt.

Er ergibt sich ausschließlich aus der Anwendung der in Artikel 597 erwähnten Software.

Art. 579 - Der "PEB"-Ausweis von bestehenden Wohngebäuden enthält außer den in Artikel 237/27 erwähnten Elementen mindestens die folgenden Elemente:

— die Anschrift des Gebäudes oder der Wohneinheit;

— wenn eine Bau-, Verstärkungs- oder Globalgenehmigung vorhanden ist, das Erteilungsdatum dieser Genehmigung, die seine Errichtung erlaubt, und ihre Referenznummer;

— wenn das Gebäude mit gemeinschaftlichen Heiz- oder Brauchwarmwasseranlagen ausgerüstet ist, die Angabe, ob in jeder Wohneinheit individuelle Verbrauchszähler vorhanden sind oder nicht;

— ein Außenbild des Gebäudes, auf dem die betroffene Wohneinheit identifiziert ist;

— die Version der verwendeten Berechnungssoftware und des verwendeten Datenerfassungsprotokolls;

— die Referenz des Ausweises;

- den Preis des Ausweises;
- das Datum der Ausstellung des Ausweises;
- die Identifizierung und die Zulassungsnummer des "PEB"-Ausweisausstellers für bestehende Wohngebäude und seine Unterschrift.

Der Minister kann den Inhalt des "PEB"-Ausweises von bestehenden Wohngebäuden ergänzen, um die Energieeffizienz-Indikatoren für das Gebäude und die Empfehlungen, die sich aus der in Artikel 597 erwähnten Software ergeben, einzugliedern. Er legt ein Muster für den "PEB"-Ausweis von bestehenden Wohngebäuden fest.

Art. 580 - Für die Appartementgebäude, die über eine gemeinschaftliche Anlage für Heizung, Brauchwarmwasser, Belüftung oder photovoltaische Solarzellenausleger verfügen, wird ein Teilbericht über die Daten bezüglich dieser gemeinschaftlichen Elemente erstellt.

Dieser Teilbericht hat eine Gültigkeitsdauer von zehn Jahren.

Der Teilbericht kann nur von einem zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende Wohngebäude erstellt werden.

Die Miteigentümergeinschaften sind verpflichtet, über einen Teilbericht bezüglich der gemeinschaftlichen Anlage für Heizung, Brauchwarmwasser, Belüftung oder photovoltaische Solarzellenausleger zu verfügen, und ihn jedem Eigentümer oder Inhaber eines dinglichen Rechts an einem Privatteil des Gebäudes zur Verfügung zu stellen.

Für jede Wohnung des Gebäudes kann der "PEB"-Ausweis von bestehenden Wohngebäuden durch Verwendung des Teilberichts einerseits und der eigenen Daten der Privatteile andererseits erstellt werden.

Art. 581 - Die Verwaltung organisiert und verwaltet eine Datenbank mit allen "PEB"-Ausweisen von bestehenden Wohngebäuden und allen Teilberichten über die gemeinschaftlichen Anlagen der Appartementgebäude.

Die technischen Daten, die zur Erstellung eines "PEB"-Ausweises von bestehenden Wohngebäuden oder eines in Artikel 580 erwähnten Teilberichts gedient haben, mit Ausnahme der Auskünfte persönlicher Art, können von einem anderen zugelassenen "PEB"-Aussteller für bestehende Wohngebäude benutzt werden, um einen neuen "PEB"-Ausweis von bestehenden Wohngebäuden oder einen neuen Teilbericht zu erstellen.

Art. 582 - Die Verwaltung ist dazu befugt, die "PEB"-Ausweise von bestehenden Wohngebäuden zu kontrollieren.

Zu diesem Zweck kann sie vom zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende Wohngebäude verlangen, dass er ihr alle Belegstücke, die er behalten hat, übergibt.

Die Kontrolle erfolgt entweder auf der Grundlage dieser Dokumente, oder auf der Grundlage der von der Verwaltung selbst in dem Gebäude und an den Anlagen festgestellten Daten.

Abschnitt 3 — Zugelassene "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende Wohngebäude

Unterabschnitt 1 — Die Zulassung der "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende Wohngebäude

Art. 583 - § 1 - Als "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende Wohngebäude können die Auditoren für die Durchführung von Energieaudits im Bereich des Wohnungswesens zugelassen werden, die in Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2006 zur Festlegung der Modalitäten für die Zulassung der Auditoren zur Durchführung von Energieaudits im Bereich des Wohnungswesens zugelassen worden sind, unter der Bedingung, dass sie an der in Artikel 588 und ff. beschriebenen Ausbildung teilgenommen haben.

§ 2 - Als "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende Wohngebäude kann ebenfalls jede natürliche Person zugelassen werden, die den folgenden Bedingungen genügt:

- Inhaber eines Diploms eines Architekten, eines Ingenieurs, Fachrichtung Architektur, eines Zivilingenieurs, eines Bio-Ingenieurs, eines Industrieingenieurs, eines Graduierten Fachrichtung Bauwesen, oder jegliches anderen Hochschuldiploms, das eine Ausbildung abschließt, in der die energetischen Aspekte der Gebäude integriert sind, sein, oder wenigstens eine Erfahrung von mindestens zwei Jahren bezüglich der energetischen Aspekte der Gebäude nachweisen;

- die in Artikel 588 und ff. beschriebenen Ausbildung und Prüfungen abgeschlossen haben.

Die Angehörigen eines anderen Staats weisen ihre Qualifikation aufgrund von Diplomen und Garantien nach, die den in Absatz 1 erwähnten Diplomen und Garantien gleichwertig sind.

§ 3 - Schließlich kann als "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende Wohngebäude jede juristische Person zugelassen werden, die in ihrem Personal oder unter ihren Mitarbeitern mindestens einen zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende Wohngebäude zählt, der mit ihr durch eine Vereinbarung, deren Dauer mindestens der Dauer der Zulassung entspricht, gebunden ist.

Art. 584 - § 1 - Um als "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende Wohngebäude zugelassen zu werden, reichen die Auditoren für die Durchführung von Energieaudits im Bereich des Wohnungswesens, die in Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2006 zur Festlegung der Modalitäten für die Zulassung der Auditoren zur Durchführung von Energieaudits im Bereich des Wohnungswesens zugelassen worden sind, bei der Verwaltung das Formular der Zulassungsbewerbung, das ihnen von der Verwaltung zur Verfügung gestellt wird, und das die folgenden Informationen enthält, ein:

- Name, Adresse und Beruf des Antragstellers;

- die Abschrift der Zulassung, die in Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2006 zur Festlegung der Modalitäten für die Zulassung der Auditoren zur Durchführung von Energieaudits im Bereich des Wohnungswesens erhalten wurde;

- die ehrenwortliche Erklärung, dass die Bedingungen bezüglich der Zulassung und der Aufgaben des zugelassenen "PEB"-Ausweisausstellers für bestehende Wohngebäude eingehalten werden.

Die anderen sich bewerbenden natürlichen Personen reichen bei der Verwaltung das Formular der Zulassungsbewerbung, das ihnen von der Verwaltung zur Verfügung gestellt wird, und das mindestens die folgenden Informationen enthält, ein:

- Name, Adresse und Beruf des Antragstellers;
- die Befähigungsnachweise, Qualifikationen und Abschrift des Diploms des Antragstellers oder der Nachweis der Erfahrung bezüglich der energetischen Aspekte der Gebäude;
- die ehrenwortliche Erklärung, dass die Bedingungen bezüglich der Zulassung und der Aufgaben des zugelassenen "PEB"-Ausweisausstellers für bestehende Wohngebäude eingehalten werden.

Der Minister kann die Form bestimmen und den Inhalt des in den Absätzen 1 und 2 erwähnten Formulars der Zulassungsbewerbung festlegen.

§ 2 - Innerhalb von fünfzehn Tagen nach Erhalt der Akte der Zulassungsbewerbung stellt die Verwaltung dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung zu, die mitteilt, ob die Akte vollständig und zulässig ist.

Ist die Akte unvollständig, werden in der Empfangsbestätigung die fehlenden Unterlagen aufgeführt und mitgeteilt, dass das Verfahren ab dem Tag ihres Erhalts wieder aufgenommen wird.

Innerhalb einer Frist von vierzig Tagen ab der Bekanntgabe der Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags, stellt die Verwaltung dem Antragsteller ihre Entscheidung über die Annahme oder die Verweigerung der Bewerbung zu.

Die Bekanntgabe der Annahme der Bewerbung erlaubt dem Bewerber, sich zu den Ausbildungen und ggf. der Prüfung, die in den §§ 1 und 2 von Artikel 589 erwähnt sind, anzumelden. Die praktischen Modalitäten für die Organisation dieser Ausbildungen und ggf. der Prüfung werden in dem Notifizierungsschreiben angegeben.

Wenn die Bewerbung verweigert wird, stellt die Verwaltung dem Bewerber ihre Entscheidung unter Angabe der Gründe der Verweigerung zu.

Nach den in den Absätzen 1 und 2 von Artikel 589 erwähnten Ausbildungen und Prüfung und nach Empfang des in Artikel 591 § 2 erwähnten Berichts läßt der Minister die Bewerber, die die in Artikel 583 §§ 1 oder 2 erwähnten Bedingungen erfüllen, zu.

In dem Ministerialerlass wird das Folgende angegeben:

- 1° die Zulassungsnummer;
- 2° die Adresse der in Anwendung der Artikel 597 und 598 zu verwendenden Datenbank;

Der Ministerialerlass wird den zugelassenen Bewerbern innerhalb einer Frist von vierzig Tagen nach Empfang des in Artikel 591 § 2 erwähnten Bericht zugestellt. In dem Notifizierungsschreiben werden die Zugangsmodalitäten zu der in Anwendung der Artikel 597 und 598 zu verwendenden Datenbank angegeben.

Art. 585 - § 1 - Die juristischen Personen reichen bei der Verwaltung das Formular der Zulassungsbewerbung, das ihnen von der Verwaltung zur Verfügung gestellt wird, und das mindestens die folgenden Informationen enthält, ein:

- die offizielle Identifizierung der juristischen Personen, eine koordinierte Fassung ihrer Satzung, die Liste der Verwaltungsratsmitglieder oder Geschäftsführer sowie die Unternehmensnummer;
- Name, Anschrift und Eigenschaft des Ansprechpartners;
- eine Kopie der Vereinbarung, die die juristische Person mit der natürlichen Person, die Inhaber der Zulassung ist, bindet;
- eine Kopie der Bescheinigung der Zulassung, die der natürlichen Person, Inhaber der Zulassung, erteilt worden ist.

Der Minister kann die Form bestimmen und den Inhalt des Formulars der Zulassungsbewerbung festlegen.

§ 2 - Innerhalb von fünfzehn Tagen nach Erhalt der Akte des Zulassungsantrags stellt die Verwaltung dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung zu, die mitteilt, ob die Akte vollständig und zulässig ist.

Ist die Akte unvollständig, werden in der Empfangsbestätigung die fehlenden Unterlagen aufgeführt und mitgeteilt, dass das Verfahren ab dem Tag ihres Erhalts wieder aufgenommen wird.

Innerhalb einer Frist von vierzig Tagen ab der Zusendung der Empfangsbestätigung des Zulassungsantrags zur Bescheinigung der Vollständigkeit des Antrags, stellt die Verwaltung dem Antragsteller ihre Entscheidung über die Annahme oder die Verweigerung der Bewerbung zu.

Wenn der Antrag verweigert wird, stellt die Verwaltung dem Antragsteller ihre Entscheidung unter Angabe der Gründe der Verweigerung zu.

Der Minister läßt die Bewerber, die die in Artikel 583 § 3 erwähnten Bedingungen erfüllen, zu.

In dem Ministerialerlass wird das Folgende angegeben:

- 1° die Zulassungsnummer;
- 2° die Identifizierung des bzw. der "PEB"-Ausweisausstellers für bestehende Wohngebäude, die durch eine in Artikel 583 § 3 erwähnte Vereinbarung mit der juristischen Person gebunden sind,
- 3° die Adresse der in Anwendung von Artikel 597 zu verwendenden Datenbank;

Er wird den zugelassenen Bewerbern innerhalb einer Frist von vierzig Tagen nach der Bekanntgabe der Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags zugestellt. In dem Notifizierungsschreiben werden die Zugangsmodalitäten zu der in Anwendung der Artikel 597 und 598 zu verwendenden Datenbank angegeben.

Art. 586 - Die Verwaltung veröffentlicht auf ihrer Internet-Website die Liste der zugelassenen "PEB"-Ausweisausstellers für bestehende Wohngebäude.

Art. 587 - Die Zulassung wird für eine Frist von fünf Jahren ab dem Tage der Unterzeichnung des Zulassungserlasses gewährt.

Die Zulassung kann erneuert werden.

Der Antrag auf Erneuerung muss bei der Verwaltung neunzig Tage vor dem Erlöschen der Zulassung gestellt werden. In diesem Fall wird die Zulassung bis zu dem Zeitpunkt verlängert, an dem der Minister über den Antrag auf Erneuerung befindet.

Die Entscheidung zur Erneuerung wird auf der Internet-Website der Verwaltung veröffentlicht.

Unterabschnitt 2 — Die Ausbildung der "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende Wohngebäude

Art. 588 - Die Ausbildungen und Prüfungen der Bewerber als "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende Wohngebäude werden durch zugelassene Ausbildungszentren organisiert.

Die zugelassenen Zentren benutzen die ihnen durch die Verwaltung zur Verfügung gestellten Ausbildungsmittel.

Art. 589 - § 1 - Für die in Artikel 583 § 1 erwähnten Personen umfaßt die Ausbildung insbesondere:

— einen Teil über die geltenden gesetzlichen Rahmenbedingungen in Sachen Zertifizierung von bestehenden Gebäuden, sowie eine Information bezüglich der Spezifitäten der Zertifizierung einerseits und des Energieaudits andererseits;

— einen praktischen Teil bezüglich der physikalischen Eigenschaften des Gebäudemantels;

— einen praktischen Teil bezüglich der individuellen technischen Anlagen, insbesondere für die Heizung und die Erzeugung von Brauchwarmwasser, einschließlich der Verwendung von thermischen Solarkollektoren, für die Kühlung, die Lüftung, sowie bezüglich der Anlagen von photovoltaischen Solarzellenauslegern;

— einen Teil bezüglich der theoretischen und praktischen Aspekte bezüglich der gemeinschaftlichen Anlagen für die Heizung und die Erzeugung von Brauchwarmwasser, einschließlich der Verwendung von thermischen Solarkollektoren, für die Kühlung, die Lüftung, sowie bezüglich der Anlagen von photovoltaischen Solarzellenauslegern;

— einen Teil bezüglich des in Artikel 597 erwähnten Datenerfassungsprotokolls und der Formulare für die Datenerfassung, die zwecks der Erstellung des Ausweises zu verwenden sind;

— einen Teil bezüglich der Verwendung der in Artikel 597 erwähnten Software mit mindestens einem praktischen Beispiel jeder zur Ausstellung eines Ausweises sowie des in Artikel 580 erwähnten Teilberichts notwendigen Stufe, einschließlich der durch die Software erzeugten Empfehlungen;

— einen Teil bezüglich der Arbeitsweise der in Artikel 581 erwähnten Datenbank.

§ 2 - Für die in Artikel 583 § 2 erwähnten natürlichen Personen umfaßt die Ausbildung insbesondere:

— einen Teil über die geltenden gesetzlichen Rahmenbedingungen in Sachen Zertifizierung von bestehenden Gebäuden, sowie eine Information bezüglich der Spezifitäten der Zertifizierung einerseits und des Energieaudits andererseits;

— einen theoretischen und praktischen Teil bezüglich der physikalischen Eigenschaften des Gebäudemantels;

— einen theoretischen und praktischen Teil bezüglich der individuellen technischen Anlagen, insbesondere für die Heizung und die Erzeugung von Brauchwarmwasser, einschließlich der Verwendung von thermischen Solarkollektoren, für die Kühlung, die Lüftung, sowie bezüglich der Anlagen von photovoltaischen Solarzellenauslegern;

— einen Teil bezüglich der theoretischen und praktischen Aspekte bezüglich der gemeinschaftlichen Anlagen für die Heizung und die Erzeugung von Brauchwarmwasser, einschließlich der Verwendung von thermischen Solarkollektoren, für die Kühlung, die Lüftung, sowie bezüglich der Anlagen von photovoltaischen Solarzellenauslegern;

— einen Teil bezüglich des in Artikel 597 erwähnten Datenerfassungsprotokolls und der Formulare für die Datenerfassung, die zwecks der Erstellung des Ausweises zu verwenden sind;

— einen Teil bezüglich der Verwendung der in Artikel 597 erwähnten Software mit mindestens einem praktischen Beispiel jeder zur Ausstellung eines Ausweises sowie des in Artikel 580 erwähnten Teilberichts notwendigen Stufe, einschließlich der durch die Software erzeugten Empfehlungen;

— einen Teil bezüglich der Arbeitsweise der in Artikel 581 erwähnten Datenbank.

Die in Absatz 1 des § 2 erwähnte Ausbildung wird mit einer Prüfung abgeschlossen, die eine mündliche Prüfung und eine schriftliche Prüfung umfaßt, und der erfolgreiche Abschluss der Prüfung wird mit einem Durchschnitt von mindestens 12/20 bedingt. Die schriftliche Prüfung betrifft die in Absatz 1 des § 2 erwähnten theoretischen und praktischen Aspekte. Die mündliche Prüfung besteht darin, die Kenntnis der Verwendung des in Artikel 597 erwähnten Datenerfassungsprotokolls und der in Artikel 597 erwähnten Software nachzuweisen.

Art. 590 - Das zugelassene Ausbildungszentrum teilt der Verwaltung mindestens fünfzehn Tage vor dem Anfang der Lehrgänge und Prüfungen die für diese vorgesehenen Daten mit.

Die Verwaltung kann den Ausbildungen und Prüfungen beiwohnen.

Art. 591 - § 1 - Für die in Artikel 583 § 1 erwähnten Personen gibt das zugelassene Ausbildungszentrum innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Ausbildung den Bewerbern, die an der ganzen Ausbildung teilgenommen haben, eine Bescheinigung, dass sie an dieser Ausbildung tatsächlich teilgenommen haben.

Für die in Artikel 583 § 2 erwähnten Personen gibt das zugelassene Ausbildungszentrum innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Prüfung den Bewerbern, die an der ganzen Ausbildung teilgenommen haben, eine Bescheinigung bezüglich ihrer Teilnahme an dieser Ausbildung und einen Bericht über die in der Prüfung erzielten Ergebnisse.

§ 2 - Innerhalb von dreißig Tagen nach einer Ausbildungs- oder Prüfungssitzung wird der Verwaltung ein Bericht über diese Ausbildung oder Prüfungssitzung übermittelt.

Dieser Bericht enthält mindestens die folgenden Elemente:

1° die Liste der Bewerber, die an den Ausbildungen teilgenommen haben, und ggf. die Prüfung absolviert haben.

2° die jeweilige Teilnahmequote an den Ausbildungslehrgängen der für die Ausbildung angemeldeten Personen;

3° die Liste der Mitglieder des Prüfungsausschusses, die den Prüfungen beigewohnt haben;

4° die jeweiligen Noten der Bewerber bei den verschiedenen Prüfungsteilen und den berechneten Durchschnitt dieser verschiedenen Prüfungsteile.

Der Bericht wird durch den oder die Verantwortlichen des zugelassenen Ausbildungszentrums unterschrieben.

§ 3 - Um die durch das Organisieren der Ausbildungen und der Prüfungen verursachten Kosten zu decken, kann das zugelassene Ausbildungszentrum eine Einschreibgebühr bei den Bewerbern erheben.

Der Minister kann den Höchstbetrag der Einschreibgebühr festsetzen.

Unterabschnitt 3 — Zulassung der Ausbildungszentren

Art. 592 - Um zugelassen zu werden, muss das Ausbildungszentrum den folgenden Bedingungen genügen:

1° imstande sein, die in Artikel 589 erwähnten Ausbildungen und Prüfungen zu organisieren;

2° imstande sein, die in Artikel 599 erwähnten ständigen Fortbildungslehrgänge zu organisieren;

3° über Lehrkräfte verfügen, die Inhaber gleichzeitig einer Zulassung seit mindestens zwei Jahren als Auditor für die Durchführung von Energieaudits im Bereich des Wohnungswesens, der in Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2006 zur Festlegung der Modalitäten für die Zulassung der Auditoren zur Durchführung von Energieaudits im Bereich des Wohnungswesens zugelassen worden ist, und einer Zulassung als "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende Wohngebäude sind.

4° über die technischen Ausrüstung, die für den guten Verlauf der Ausbildungen notwendig ist, insbesondere über ausreichendes leistungsfähiges EDV-Material verfügen.

Art. 593 - Der Zulassungsantrag wird bei der Verwaltung anhand des durch die Verwaltung zur Verfügung gestellten Formulars per Schreiben eingereicht oder gegen eine Aufgabe- bzw. Empfangsbescheinigung abgegeben.

Der Minister kann die Form bestimmen und den Inhalt des Formulars der Zulassungsbewerbung festlegen.

Die Verwaltung sendet dem Antragsteller ihre Entscheidung über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Empfang des Antrags.

Wenn der Antrag unvollständig ist, gibt die Verwaltung dem Antragsteller die fehlenden Auskünfte oder Unterlagen an.

Der Minister sendet innerhalb von vierzig Tagen seine Entscheidung über die Erteilung oder die Verweigerung der Zulassung. Wenn die Zulassung erteilt wird, so wird dem Zentrum eine Zulassungsnummer zugeteilt.

Die Verwaltung veröffentlicht auf ihrer Website die Liste der zugelassenen Ausbildungszentren.

Art. 594 - Die Zulassung des Zentrums wird für einen Zeitraum von fünf Jahren ab dem Tage der Unterzeichnung des Zulassungserlasses gewährt.

Die Zulassung kann erneuert werden.

Der Antrag auf Erneuerung muss bei der Verwaltung neunzig Tage vor dem Erlöschen der Zulassung gestellt werden. In diesem Fall wird die Zulassung bis zu dem Zeitpunkt verlängert, an dem der Minister über den Antrag auf Erneuerung befindet.

Die Entscheidung zur Erneuerung wird auf der Internet-Website der Verwaltung veröffentlicht.

Art. 595 - § 1 - Wenn ein Ausbildungszentrum den Bestimmungen der Artikel 588 bis 591 nicht nachkommt, kann der Minister seine Zulassung aufheben oder entziehen.

§ 2 - Wenn der Minister die Absicht hat, die Zulassung aufzuheben oder zu entziehen, informiert er das betroffene Ausbildungszentrum per Einschreiben.

In dieser Sendung werden die festgestellten Versäumnisse, ggf. die beabsichtigte Strafe, das Datum der Anhörung, an dem das Ausbildungszentrum ersucht wird, ggf. mit seinem Anwalt seine Bemerkungen geltend zu machen, und die Art und Weise, wie das Zentrum die vollständige Akte bezüglich der vorgeworfenen Versäumnisse einsehen kann, angegeben.

Es wird ein Protokoll über die Anhörung aufgenommen. Das Protokoll wird dem Ausbildungszentrum innerhalb von zwanzig Tagen nach der Anhörung zugestellt.

Der Minister sendet dem Ausbildungszentrum seine Entscheidung innerhalb einer Frist von vierzig Tagen nach der Anhörung.

Art. 596 - Das zugelassene Ausbildungszentrum teilt der Verwaltung unverzüglich jede Änderung mit, die es betrifft und Auswirkungen auf seine Zulassung haben könnte.

Unterabschnitt 4 — Die Aufgaben der zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende Wohngebäude

Art. 597 - In der Ausübung ihres Amtes sammeln und behandeln die zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende Wohngebäude die Daten, die zur Anwendung der mit der Berechnungsmethode der Energieeffizienz von bestehenden Wohngebäuden verbundenen Software notwendig sind, nach einem von der Verwaltung festgelegten und ihnen unentgeltlich zur Verfügung gestellten Protokoll.

Sie benutzen die neuste Version der Berechnungssoftware und des ihnen zur Verfügung gestellten Protokolls.

Sie behalten ein Jahr lang alle Nachweise der in den zertifizierten Gebäuden und an den zertifizierten Anlagen erstellten Feststellungsprotokolle.

Art. 598 - Die zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende Wohngebäude senden der Verwaltung eine Kopie im EDV-Format jedes Ausweises, die sie ausstellen, zu. Diese Sendung muss vor der Aushändigung der Papier-Ausfertigung an den Eigentümer oder Inhaber eines dinglichen Rechts erfolgen.

Die zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende Wohngebäude händigen innerhalb von dreißig Tagen ab der Sendung an die Verwaltung dem Eigentümer oder Inhaber eines dinglichen Rechts eine Papier-Ausfertigung des Ausweises aus, so wie er durch die mit der Methode zur Berechnung der Energieeffizienz von bestehenden Wohngebäuden verbundenen Software erzeugt wird.

Art. 599 - Die zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende Wohngebäude besuchen die Fortbildungslehrgänge. Diese Fortbildungen werden durch die zugelassenen Zentren organisiert und haben eine maximale Dauer von 24 Stunden jährlich.

Art. 600 - Die zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende Wohngebäude üben ihre Aufgaben in aller Unabhängigkeit aus. Sie sind nicht befugt, um Ausweise über Gebäude oder Wohneinheiten auszustellen:

- an denen sie über ein dingliches oder persönliches Recht verfügen;
- für die sie in irgendeiner Eigenschaft im Rahmen eines Immobiliengeschäfts eintreten;
- dessen Eigentümer oder Inhaber von dinglichen Rechten ein Aszendent oder Nachkomme in gerader Linie oder deren Arbeitgeber ist;

Art. 601 - Die zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende Wohngebäude teilen der Verwaltung unverzüglich jede Änderung der in Artikel 583 erwähnten Bedingungen oder der in den in Artikel 584 § 1 oder 585 § 1 erwähnten Formularen aufgenommenen Daten mit.

Unterabschnitt 5 — Auf die zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller
für bestehende Wohngebäude anwendbare Strafen

Art. 602 - § 1 - Wenn ein zugelassener "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende Wohngebäude seinen Verpflichtungen nicht nachkommt, kann der Minister ihn bestrafen.

Die betroffenen Versäumnisse sind:

- die schlechte Qualität der Ausweise, die insbesondere wegen Mängel bezüglich der Qualität und der Vollständigkeit der aufgenommenen Daten oder der Ergebnisse festgestellt wird;
- die Versäumnisse bezüglich der in den Artikeln 597 bis 601 erwähnten Verpflichtungen;
- das Verschwinden eines der in Artikel 583 erwähnten Kriterien.

Wenn ein Mangel zum ersten Mal festgestellt wird, kann der Minister dem zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende Wohngebäude eine Mahnung senden und ihm anordnen, den Anforderungen des vorliegenden Erlasses nachzukommen, und ggf. an einer Ausbildung teilzunehmen.

Falls sich der zugelassene "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende Wohngebäude verweigert, den Anforderungen des vorliegenden Erlasses nachzukommen oder an einer Ausbildung teilzunehmen, oder wenn neue Mängel festgestellt werden, kann der Minister die Zulassung entziehen.

Art. 603 - Wenn der Minister die Absicht hat, einen zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende Wohngebäude zu bestrafen, teilt er es ihm per Einschreiben mit.

In dieser Sendung werden die festgestellten Versäumnisse, ggf. die beabsichtigte Strafe, das Datum der Anhörung, an dem der zugelassene "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende Wohngebäude ersucht wird, ggf. mit seinem Anwalt seine Bemerkungen geltend zu machen, und die Art und Weise, wie der zugelassene Aussteller von Ausweisen die vollständige Akte bezüglich der vorgeworfenen Versäumnisse einsehen kann, angegeben.

Es wird ein Protokoll über die Anhörung aufgenommen. Das Protokoll wird dem zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende Wohngebäude innerhalb von zwanzig Tagen nach der Anhörung zugestellt.

Der Minister sendet dem zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende Wohngebäude seine Entscheidung innerhalb einer Frist von vierzig Tagen nach der Anhörung.

Art. 604 - Wenn ihm seine Zulassung entzogen wird, benachrichtigt der zugelassene "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende Wohngebäude unverzüglich alle Eigentümer oder Inhaber von dinglichen Rechten, mit denen Verträge zur Ausstellung eines Ausweises im Gange sind.»

Art. 3 - Artikel 530 20° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«20° Verwaltung: der öffentliche Dienst der Wallonie, Operative Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie, Abteilung Energie und nachhaltiges Bauwesen, Direktion des nachhaltigen Bauwesens».

Art. 4 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Insoweit er die in Artikel 577 des vorliegenden Erlasses erwähnten Gebäude betrifft, tritt Titel V von Buch IV *sub* Artikel 10 des Rahmendekrets vom 19. April 2007 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses in Kraft.

Jedoch gilt die Pflicht, über einen "PEB"-Ausweis von bestehenden Wohngebäuden gemäß Artikel 237/28 Absätze 2 und 3 und § 3 des Rahmendekrets vom 19. April 2007 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe:

- für die Kaufverträge bezüglich Einfamilienhäuser ab dem 1. Juni 2010;
- für jede Urkunde, durch die ein anderes dingliches Recht als der Verkauf festgestellt, übertragen oder gebildet wird, mit Ausnahme der Hypothek oder der Antichrese, oder für jede Urkunde, durch die ein persönliches Nutzungsrecht an Einfamilienhäusern erteilt wird, ab dem 1. Juni 2011;
- für jede Urkunde, durch die ein anderes dingliches Recht als der Verkauf festgestellt, übertragen oder gebildet wird, mit Ausnahme der Hypothek oder der Antichrese, oder bei der Erstellung jeder Urkunde, durch die ein persönliches Nutzungsrecht an sonstigen Wohngebäuden erteilt wird, ab dem 1. Juni 2011.

Art. 5 - Die in der Anlage aufgeführten, in ihrer Eigenschaft als Ausbilder im Rahmen des Verfahrens für Energiegutachten oder Zertifizierung bezeichneten Personen verfügen über eine gültige Zulassung als "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende Wohngebäude für eine Dauer von 5 Jahren ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses.

Art. 6 - Der Artikel 592 3° findet Anwendung spätestens ein Jahr, nachdem das erste Ausbildungszentrum zugelassen worden ist; inzwischen stammen die Lehrkräfte aus der durch die Verwaltung im Rahmen der Ausbildungen für die Zulassung der Auditoren für die Durchführung von Energieaudits im Bereich des Wohnungswesens gebildeten Reserve.

Art. 7 - Vorausgesetzt, dass sie vor dem 1. Juni 2010 fertig waren, gelten die in Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2006 zur Festlegung der Modalitäten für die Zulassung der Auditoren zur Durchführung von Energieaudits im Bereich des Wohnungswesens erstellten Audits als "PEB"-Ausweise von bestehenden Wohngebäuden fünf Jahre lang ab dem Datum des Auditberichts.

Namur, den 3. Dezember 2009

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

ANLAGE

LONCOUR, Xavier, LIMELETTE.
CRABBE, Claude, LOUVAIN-LA-NEUVE.
HEYMANS, Nicolas, LIMELETTE.
GILOT, Ronald, ARBRE.
LEROY, Bernard, MONT-SUR-MARCHIENNE.
DENIS, Patricia, OHEY.
MAIRESSE, Marc, LOUVAIN-LA-NEUVE.
MEESSEN, Alain, LIEGE.
GOULARD, Quentin, PETITE-CHAPELLE.
LEFEBVRE, Michael, LA HULPE.
CSIK, Nicolas, LÜTTICH.
FANIEL, Vincent, LÜTTICH.
KAISER, Gérard, RIXENSART.
BUYSE, Françoise, LIBRAMONT.
GUERLEMENT, Christophe, THUIN.
PARADA, Javier, VERVIERS.
VANDORMAEL, Laurence, WALHAIN.
JADINON, Vincent, WOLUWE-SAINT-ETIENNE.
DEMESMAECKER, Pierre, WOLUWE-SAINT-ETIENNE.
BRANDT, Muriel, LIMBOURG.
CAUDRON, Ariane, WAHA.
ROMER, Daphné, WELKENRAEDT.
GREIMERS, Christina, LÜTTICH.
GENCO, Giuseppe, RANSART.
AERTS, Raphael, SAINT-SERVAIS.
FONTAINE, Ludovic, BLANDAIN.
CHARDOME, Geoffroy, SART-LA-BUISSIÈRE
DUPONT, Géraldine, NAMUR.
KEUTGEN, Gauthier, NAMUR.
HOLZEMER, Luc, EMBOURG.
HEEREN, Alain, FERRIERES.
MATERNE, Edouard, NANINNE.
HOCQUET, Jacques, ERQUELINNES.
MATTHEWS, Jonathan, NAMUR.
CAMBIER, Marcel, MONS.
FRASELLE, Jérémie, LESSINES.
DELMOTTE, Christophe, LIMELETTE.
DELCAMPE, Maxime, HOLLAIN.
MEESSEN, Alain, LIEGE.
SCHEINDERS, David, WALHORN.
RENARD, Frédéric, NAMUR.
LECLERCQ, Thomas, OTTIGNIES-LOUVAIN-LA-NEUVE.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Dezember 2009 über die Zertifizierung der bestehenden Wohngebäude als Anlage beigelegt zu werden.

Namur, den 3. Dezember 2009

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2009/205884]

**3 DECEMBER 2009. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de certificering van de bestaande woongebouwen**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, zoals gewijzigd bij het kaderdecreet van 19 april 2007 met het oog op het bevorderen van de energieprestatie van de gebouwen, inzonderheid op de artikelen 237/27, tweede lid, 237/28, § 1, tweede en derde lid, en § 3, 237/29, 237/30, tweede lid, 237/30, derde lid, en 237/35, eerste lid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 29 april 2009;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 30 april 2009;

Gelet op het advies van de "Commission régionale de l'Aménagement du Territoire" (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening), gegeven op 26 mei 2009;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 46.967/2/V, gegeven op 22 juli 2009 overeenkomstig artikel 84, § 1, lid 1, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit strekt tot gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2002/91/EG van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2002 inzake de energieprestatie van de gebouwen, overeenkomstig artikel 15, § 1, tweede lid ervan.

Art. 2. In het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium worden onder Titel IV met als opschrift "Uitvoeringsmaatregelen van Boek IV" van Boek V met als opschrift "Uitvoeringsmaatregelen" de volgende bepalingen ingevoegd na artikel 576 :

« HOOFDSTUK VI. — *Certificering van de bestaande woongebouwen*

Afdeling 1. — Toepassingsgebied

Art. 577. De bepalingen van dit hoofdstuk zijn van toepassing op elk bestaand woongebouw waarvan de datum van het bericht van ontvangst van de eerste vergunningsaanvraag van vóór 1 mei 2010 dateert.

Afdeling 2. — Het EPB-attest voor bestaande woongebouwen

Art. 578. Het EPB-attest voor bestaande woongebouwen wordt opgemaakt door een erkende EPB-certificeerder voor een bestaand woongebouw.

Het vloeit uitsluitend voort uit de toepassing van de in artikel 597 bedoelde software.

Art. 579. Naast de in artikel 237/27 bedoelde elementen bevat het EPB-attest voor een bestaand woongebouw minstens de volgende gegevens :

- het adres van het gebouw of van de wooneenheid;
- als ze bestaat, de datum van toekenning van de bouw-, stedenbouwkundige of globale vergunning die de bouw van het gebouw machtigt en haar referentienummer;
- wanneer het gebouw uitgerust wordt met gemeenschappelijke verwarmings- of warmwatervoorzieningsinstallaties, de aanwijzing van de al dan niet aanwezigheid in elke wooneenheid van systemen voor individuele meting van de consumpties;
- een buitenfoto van het gebouw, waarbij de betrokken wooneenheid wordt geïdentificeerd;
- de versie van de gebruikte berekeningsoftware en protocol voor de verzameling van de gegevens;
- het referentienummer van het attest;
- de prijs van het attest;
- de datum van afgifte van het attest;
- de identificatie en het erkenningsnummer van de erkende EPB-certificeerder voor bestaande woongebouwen en zijn handtekening.

De Minister kan de inhoud van het EPB-attest voor bestaande woongebouwen aanvullen om er de indicatoren van de energieprestatie van het gebouw en de aanbevelingen voortvloeiend uit de in artikel 597 bedoelde software in te voegen. Hij maakt een model van een EPB-attest voor een bestaand woongebouw op.

Art. 580. De flatgebouwen die over een gemeenschappelijke verwarmings-, warmwatervoorzienings- of ventilatie-installatie of een installatie van fotovoltaïsche zonnecollectoren beschikken, maken het voorwerp uit van een gedeeltelijk verslag van de gegevens betreffende die gemeenschappelijke elementen.

Dat gedeeltelijke verslag heeft een geldigheidsduur van tien jaar.

Het gedeeltelijke verslag mag slechts door een erkende EPB-certificeerder voor een bestaand woongebouw opgemaakt worden.

De medeëigenarenverenigingen worden ertoe gehouden over een gedeeltelijk verslag betreffende de gemeenschappelijke verwarmings-, warmwatervoorzienings- of ventilatieinstallatie of de installatie van fotovoltaïsche zonnecollectoren te beschikken en dat verslag gratis ter beschikking te stellen van elke eigenaar of houder van een zakelijk recht op een privaat gedeelte van het gebouw.

Voor elke van de flats van het gebouw kan het EPB-attest voor een bestaand woongebouw opgemaakt worden op grond van, enerzijds, het gedeeltelijke verslag en, anderzijds, de aan de private gedeelten eigen gegevens.

Art. 581. Het bestuur zorgt voor de organisatie en het beheer van een databank die alle EPB-attesten voor bestaande woongebouwen alsmede alle gedeeltelijke verslagen van de gemeenschappelijke installaties van de flatgebouwen bevat.

De technische gegevens die voor de opmaking van een EPB-attest voor een bestaand woongebouw of van een in artikel 580 bedoeld gedeeltelijk verslag hebben gediend, met uitzondering van de persoonsgegevens, kunnen opnieuw worden gebruikt door een andere erkende EPB-certificeerder voor een bestaand woongebouw om een nieuw EPB-attest voor een bestaand woongebouw of een nieuw gedeeltelijk verslag op te maken.

Art. 582. Het bestuur wordt ertoe gemachtigd om de EPB-attesten voor een bestaand woongebouw te controleren.

Daartoe mag het eisen dat de erkende EPB-certificeerder voor een bestaand woongebouw het alle bewijsdocumenten die hij heeft bewaard, overmaakt.

De controle wordt ofwel op grond van die documenten, ofwel op grond van de gegevens die het bestuur zelf in het gebouw of op de installaties heeft vastgesteld, uitgeoefend.

Afdeling 3. — De erkende EPB-certificeerders voor bestaande woongebouwen

Onderafdeling 1. — De erkenning van de EPB-certificeerders voor bestaande woongebouwen

Art. 583. § 1. In de hoedanigheid van EPB-certificeerder voor een bestaand woongebouw kunnen erkend worden, de auditeurs die energie-audits in de huisvestingssector uitvoeren en die erkend worden overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 1 juni 2006 tot vastlegging van de erkenningsmodaliteiten voor de auditeurs die energie-audits in de huisvestingssector uitvoeren, op voorwaarde dat ze de in de artikelen 588 en volgende omschreven opleiding hebben gevolgd.

§ 2. In de hoedanigheid van EPB-certificeerder voor een bestaand woongebouw kan ook erkend worden, elke natuurlijke persoon die de volgende voorwaarden vervult :

— houder zijn van een diploma architect, ingenieur-architect, burgerlijk ingenieur, bioingenieur, industrieel ingenieur, gegradueerde in de bouwkunde of elk andere diploma van het hoger onderwijs ter bekrachtiging van een opleiding die de energetische aspecten van de gebouwen integreert, of het bewijs leveren van minstens twee jaar ervaringen wat betreft de energetische aspecten van de gebouwen;

— de opleiding gevolgd hebben en geslaagd zijn voor het examen bedoeld in de artikelen 588 en volgende.

De onderdanen van een andere Staat leveren het bewijs van hun kwalificatie op basis van diploma's en garanties die gelijkwaardig zijn met die bedoeld in het eerste lid.

§ 3. In de hoedanigheid van EPB-certificeerder voor een bestaand woongebouw kan ten slotte erkend worden, elke rechtspersoon die onder zijn personeel of medewerkers minstens een erkende EPB-certificeerder voor een bestaand woongebouw telt, die aan de rechtspersoon verbonden is middels een contract waarvan de duur minstens gelijk is aan deze van de erkenning.

Art. 584. § 1. Om als EPB-certificeerder voor een bestaand woongebouw erkend te worden, dienen de auditeurs die energie-audits in de huisvestingssector uitvoeren en die erkend worden overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 1 juni 2006 tot vastlegging van de erkenningsmodaliteiten voor de auditeurs die energieaudits in de huisvestingssector uitvoeren, het formulier voor kandidaatstelling voor erkenning bij het bestuur in, dat hun ter beschikking wordt gesteld door het bestuur en dat minstens de volgende elementen bevat :

— de naam, het adres en het beroep van de aanvrager;

— het afschrift van de erkenning gekregen overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 1 juni 2006 tot vastlegging van de erkenningsmodaliteiten voor de auditeurs die energieaudits in de huisvestingssector uitvoeren;

— de verbintenis op erewoord om de voorwaarden betreffende de erkenning en de opdrachten van de EPB-certificeerder voor bestaande woongebouwen na te leven.

De andere kandidaten die natuurlijke personen zijn, dienen het formulier voor kandidaatstelling voor erkenning bij het bestuur in, dat hun ter beschikking wordt gesteld door het bestuur en dat minstens de volgende elementen bevat :

— de naam, het adres en het beroep van de aanvrager;

— de titels, kwalificaties en afschrift van het diploma van de aanvrager of het bewijs van de ervaring wat betreft de energetische aspecten van de gebouwen;

— de verbintenis op erewoord om de voorwaarden betreffende de erkenning en de opdrachten van de EPB-certificeerder voor bestaande woongebouwen na te leven.

De Minister kan de vorm en de inhoud van het formulier voor kandidaatstelling voor erkenning bedoeld in het eerste en het tweede lid bepalen.

§ 2. Binnen de twee weken die volgen op de ontvangst van het dossier voor kandidaatstelling voor erkenning stuurt het bestuur een bericht van ontvangst naar de aanvrager, waarin het aangeeft dat het dossier volledig of onvankelijk is.

Indien het dossier onvolledig is, dan vermeldt het bericht van ontvangst de ontbrekende stukken en verduidelijkt het dat de procedure bij de ontvangst daarvan opnieuw begint.

Binnen veertig dagen te rekenen van de kennisgeving van de volledigheid en de onvankelijkheid van de aanvraag deelt het bestuur zijn beslissing aan de aanvrager om de kandidatuur al dan niet te aanvaarden mede.

Door de kennisgeving van de aanvaarding van de kandidatuur wordt de kandidaat ertoe gemachtigd om zich in te schrijven voor de opleidingen en, in voorkomend geval, voor het examen bedoeld in de §§ 1 en 2 van artikel 589. Die kennisgeving vermeldt de praktische modaliteiten voor de organisatie van die opleidingen en, in voorkomend geval, van het examen.

Bij afwijzing van de kandidatuur deelt het bestuur zijn beslissing aan de kandidaat mede met vermelding van de redenen van de afwijzing.

Aan het einde van de opleidingen en van het examen bedoeld in lid 1 en lid 2 van artikel 589 en na ontvangst van het in artikel 591, § 2, bedoelde verslag erkent de Minister de kandidaten die de in artikel 583, §§ 1 of 2, bedoelde voorwaarden vervullen.

Het ministerieel besluit vermeldt :

1° het erkenningsnummer;

2° het adres van de overeenkomstig de artikelen 597 en 598 te gebruiken databank.

Dat besluit wordt aan de erkende kandidaten medegedeeld binnen een termijn van veertig dagen na ontvangst van het in artikel 591, § 2 bedoelde verslag. De kennisgeving vermeldt de modaliteiten voor de toegang tot de overeenkomstig de artikelen 597 en 598 te gebruiken databank.

Art. 585. § 1. De rechtspersonen dienen een formulier voor de aanvraag tot erkenning in, dat hun door het bestuur ter beschikking wordt gesteld en dat minstens de volgende elementen bevat :

— de officiële identificatie van de rechtspersoon, een gecoördineerde versie van zijn statuten, de lijst van de bestuurders of zaakvoerders alsook het ondernemingsnummer;

— de naam, het adres en de hoedanigheid van de contactpersoon;

— een afschrift van het contract waarmee de rechtspersoon verbonden is aan de natuurlijke persoon die houder is van de erkenning;

— een afschrift van het erkenningsattest dat aan de natuurlijke persoon die houder is van de erkenning, afgegeven wordt.

De Minister kan de vorm en de inhoud van het formulier voor de aanvraag tot erkenning bepalen.

§ 2. Binnen de twee weken die volgen op de ontvangst van het dossier betreffende de aanvraag tot erkenning stuurt het bestuur een bericht van ontvangst naar de aanvrager waarin het aangeeft dat het dossier volledig of ontvankelijk is.

Indien het dossier onvolledig is, dan vermeldt het bericht van ontvangst de ontbrekende stukken en verduidelijkt het dat de procedure bij de ontvangst daarvan opnieuw begint.

Binnen veertig dagen te rekenen van de zending van het bericht van ontvangst van de erkenningsaanvraag waaruit blijkt dat het dossier volledig is, deelt het bestuur de aanvrager zijn beslissing om de kandidatuur al dan niet te aanvaarden, mede.

Bij afwijzing van de aanvraag betekent het bestuur zijn beslissing aan de verzoekster met vermelding van de redenen van de afwijzing.

De Minister erkent de kandidaten die de in artikel 583, § 3, bedoelde voorwaarden vervullen.

Het ministerieel besluit vermeldt :

1° het erkenningsnummer;

2° de identificatie van de erkende EPB-certificeerder(s) voor bestaande woongebouwen die middels een contract bedoeld in artikel 583, § 3, aan de rechtspersoon verbonden is (zijn);

3° het adres van de overeenkomstig artikel 597 te gebruiken databank.

Het wordt aan de erkende kandidaten betekend binnen veertig dagen te rekenen van de kennisgeving van de volledigheid en de ontvankelijkheid van de erkenningsaanvraag. De kennisgeving bepaalt de modaliteiten voor de toegang tot de overeenkomstig de artikelen 597 en 598 te gebruiken databank.

Art. 586. Op zijn website maakt het bestuur de lijst van de erkende EPB-certificeerders voor bestaande woongebouwen bekend.

Art. 587. De erkenning wordt toegestaan voor een periode van vijf jaar te rekenen van de ondertekening van het erkenningsbesluit.

De erkenning kan vernieuwd worden.

De aanvraag tot vernieuwing moet ingediend worden bij het bestuur negentig dagen vóór de datum waarop de erkenning vervalt. In dat geval wordt de erkenning verlengd tot het moment waarop de Minister over de aanvraag tot vernieuwing heeft besloten.

De beslissing tot vernieuwing wordt op de website van het bestuur bekendgemaakt.

Onderafdeling 2. — De opleiding van de EPB-certificeerders voor bestaande woongebouwen

Art. 588. De opleidingen en de examens van de kandidaat-EPB-certificeerders voor een bestaand woongebouw worden door erkende opleidingscentra georganiseerd.

De erkende centra gebruiken de opleidingsdragers die het bestuur hun ter beschikking stelt.

Art. 589. § 1. Voor de in artikel 583, § 1, bedoelde personen bevat de opleiding met name :

— een luik over het vigerende regelgevend verband inzake de certificering van de bestaande woongebouwen alsmede een informatie over de bijzonderheden van, enerzijds, de certificering en, anderzijds, de energie-audit;

— een praktisch luik betreffende de fysica van het omhulsel van het gebouw;

— een praktisch luik over de individuele technische installaties, met name de verwarmings- en warmwaterproductie-installaties, met inbegrip van het gebruik van thermische zonnecollectoren, koel- en ventilatiepanelen alsmede de installaties van fotonvoltaïsche zonnecollectoren;

— een luik over de theoretische en praktische aspecten van de gemeenschappelijke verwarmings- en warmwatervoorzieningsinstallaties, met inbegrip van het gebruik van thermische zonnecollectoren, koel- en ventilatiepanelen alsmede de installaties van fotonvoltaïsche zonnecollectoren;

— een luik betreffende het protocol voor de verzameling van de gegevens bedoeld in artikel 597 alsmede de formulieren voor de verzameling van de gegevens die met het oog op de opmaking van het attest gebruikt moeten worden;

— een luik over het gebruik van de in artikel 597 bedoelde software dat minstens een praktisch voorbeeld bevat van alle fasen die nodig zijn voor de opmaking van een attest alsmede van het in artikel 580 bedoelde gedeeltelijke verslag, met inbegrip van de uit de software voortvloeiende aanbevelingen;

— een luik over de werking van de databank bedoeld in artikel 581.

§ 2. Voor de in artikel 583, § 2, bedoelde natuurlijke personen bevat de opleiding met name :

— een luik over het vigerende regelgevend verband inzake de certificering van de bestaande woongebouwen alsmede een informatie over, enerzijds, de bijzonderheden van de certificering en, anderzijds, de energie-audit;

— een theoretisch luik betreffende de fysica van het omhulsel van het gebouw;

— een theoretisch en praktisch luik over de individuele technische installaties, met name de verwarmings- en warmwaterproductie-installaties, met inbegrip van het gebruik van thermische zonnecollectoren, koel- en ventilatiepanelen alsmede de installaties van fotonvoltaïsche zonnecollectoren;

— een luik over de theoretische en praktische aspecten van de gemeenschappelijke verwarmings- en warmwatervoorzieningsinstallaties, met inbegrip van het gebruik van thermische zonnecollectoren, koel- en ventilatiepanelen alsmede de installaties van fotonvoltaïsche zonnecollectoren;

— een luik betreffende het protocol voor de verzameling van de gegevens bedoeld in artikel 597 alsmede de formulieren voor de verzameling van de gegevens die met het oog op de opmaking van het attest gebruikt moeten worden;

— een luik over het gebruik van de in artikel 597 bedoelde software dat minstens een praktisch voorbeeld bevat van alle fasen die nodig zijn voor de opmaking van een attest alsmede van het in artikel 580 bedoelde gedeeltelijke verslag, met inbegrip van de uit de software voortvloeiende aanbevelingen;

— een luik over de werking van de databank bedoeld in artikel 581.

De in het eerste lid van § 2 bedoelde opleiding wordt bekrachtigd door een examen dat een mondelinge en een schriftelijke proef omvat, waarbij een cijfer van gemiddeld minstens 12/20 of hoger gehaald moet worden om voor het examen te slagen. Het schriftelijke examen heeft betrekking op de in het eerste lid van § 2 bedoelde theoretische en praktische aspecten. Het mondelinge examen bestaat erin het bewijs van de kennis van het gebruik van het protocol voor de verzameling van de gegevens en van de software bedoeld in artikel 597 te leveren.

Art. 590. Het erkende opleidingscentrum deelt het bestuur de voor de cursussen en examens voorziene data minstens vijftien dagen voor het begin ervan mee.

Het bestuur kan de opleidingen en de examens bijwonen.

Art. 591. § 1. Voor de in artikel 583, § 1, bedoelde personen maakt het erkende opleidingscentrum binnen vijftien dagen na de opleiding een attest waaruit blijkt dat de opleiding is gevolgd, aan de kandidaten over, die het geheel van de opleiding hebben gevolgd.

Voor de in artikel 583, § 2, bedoelde personen maakt het erkende opleidingscentrum binnen vijftien dagen na het examen een attest waaruit blijkt dat de opleiding is gevolgd, aan de kandidaten die het geheel van de opleiding hebben gevolgd, alsmede een verslag tot vaststelling van de op het examen verkregen resultaten over.

§ 2. Binnen dertig dagen na een opleidings- of examenzitting wordt een verslag over die zitting overgemaakt aan het bestuur.

Dat verslag bevat minstens de volgende elementen :

1° de lijst van de kandidaten die de opleidingen hebben bijgewoond en, in voorkomend geval, voor het examen zijn geslaagd;

2° voor elke persoon die voor de opleiding ingeschreven is, diens nauwgezetheidscijfer;

3° de lijst van de juryleden die de examens bijgewoond hebben;

4° de percentages die door de verschillende kandidaten behaald zijn bij de verschillende examengedeelten en het berekende gemiddelde van die verschillende proeven.

Het verslag wordt door de verantwoordelijke(n) voor het erkende opleidingscentrum ondertekend.

§ 3. Om de kosten te dekken voortvloeiend uit de organisatie van de opleidingen en de examens, mag het erkende opleidingscentrum een inschrijvingsrecht van de kandidaten innen.

De Minister kan het maximumbedrag van het inschrijvingsrecht vastleggen.

Onderafdeling 3. — De erkenning van de opleidingscentra

Art. 592. Om erkend te worden, moet het opleidingscentrum de volgende voorwaarden vervullen :

1° in staat zijn om de in artikel 589 bedoelde opleidingen en examens te organiseren;

2° in staat zijn om de in artikel 599 bedoelde voortdurende opleidingen te organiseren;

3° over onderwijzend personeel beschikken dat tegelijkertijd houder is van een erkenning sinds minstens twee jaar als auditeur die energie-audits in de huisvestingssector uitvoert en die erkend wordt overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 1 juni 2006 tot vastlegging van de erkenningsmodaliteiten voor de auditeurs die energie-audits in de huisvestingssector uitvoeren, en van een erkenning als certificeerder voor bestaande woongebouwen;

4° over de technische uitrustingen beschikken die nodig zijn voor het goede verloop van de opleidingen, met name doeltreffend informaticamaterieel in voldoende aantal.

Art. 593. De erkenningsaanvraag wordt per brief ingediend of tegen ontvangstbewijs aan het bestuur overgemaakt door middel van het formulier dat door het bestuur ter beschikking wordt gesteld.

De Minister kan de vorm en de inhoud van het formulier voor de erkenningsaanvraag bepalen.

Het bestuur richt zijn beslissing waarbij over de volledigheid en de ontvankelijkheid van de aanvraag wordt beslist, aan de aanvrager binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag.

Als de aanvraag onvolledig is, wijst het bestuur de aanvrager op de ontbrekende inlichtingen of documenten.

De Minister stuurt zijn beslissing tot toekenning of weigering van de erkenning binnen veertig dagen. Als de erkenning wordt verleend, wordt een erkenningsnummer aan het centrum toegekend.

Het bestuur maakt de lijst van de erkende opleidingscentra op zijn website bekend.

Art. 594. De erkenning van het centrum wordt verleend voor een periode van vijf jaar te rekenen van de ondertekening van het erkenningsbesluit.

De erkenning kan vernieuwd worden.

De aanvraag tot vernieuwing moet negentig dagen voor de datum waarop de erkenning vervalt, bij het bestuur ingediend worden. In dat geval wordt de erkenning verlengd tot het moment waarop de Minister over de vernieuwing heeft besloten.

De beslissing tot vernieuwing wordt op de website van het bestuur bekendgemaakt.

Art. 595. § 1. Wanneer een opleidingscentrum de bepalingen van de artikelen 588 tot 591 niet naleeft, kan de Minister zijn erkenning opschorten of intrekken.

§ 2. Wanneer de Minister het voornemen heeft om de erkenning op te schorten of in te trekken, licht hij daar het betrokken opleidingscentrum per aangetekend schrijven over in.

Die zending vermeldt de vastgestelde tekortkomingen, de eventueel overwogen sanctie, de datum van het verhoor waarop het opleidingscentrum erom verzocht wordt zijn opmerkingen in te dienen, samen, in voorkomend geval, met zijn advocaat, en de wijze waarop het centrum het volledige dossier betreffende de ten laste gelegde tekortkomingen kan raadplegen.

Er wordt een proces-verbaal van het verhoor opgemaakt. Het opleidingscentrum wordt binnen twintig dagen na het verhoor in kennis gesteld van dat proces-verbaal.

De Minister stuurt zijn beslissing aan het opleidingscentrum binnen een termijn van veertig dagen na het verhoor.

Art. 596. Het erkende centrum deelt onverwijld elke desbetreffende wijziging die een gevolg kan hebben op zijn erkenning, aan het bestuur mede.

Onderafdeling 4. — De opdrachten van de erkende EPB-certificeerders voor bestaande woongebouwen

Art. 597. In de uitoefening van hun functies verzamelen en behandelen de erkende EPB-certificeerders voor bestaande woongebouwen de gegevens die nodig zijn voor de toepassing van de software verbonden met de berekeningsmethode voor de energieprestatie van de bestaande woongebouwen, volgens het door het bestuur opgemaakte protocol dat hun gratis ter beschikking wordt gesteld.

Ze gebruiken de laatste versie van de berekeningsoftware en van het protocol, die hun ter beschikking worden gesteld.

Tijdens één jaar bewaren ze alle bewijzen van de in de gecertificeerde gebouwen en installaties verrichte vaststellingen.

Art. 598. De erkende EPB-certificeerders voor bestaande woongebouwen maken een afschrift van elk attest dat ze opmaken, onder elektronisch formaat aan het bestuur over. Die zending moet voorafgaan aan de overmaking aan de eigenaar of aan de houder van een zakelijk recht van het papieren attest.

De erkende EPB-certificeerders voor bestaande woongebouwen maken een papieren versie van het attest zoals het geproduceerd wordt door de software verbonden met de berekeningsmethode voor de energieprestatie van de bestaande woongebouwen, over aan de eigenaar of de houder van het zakelijk recht binnen een termijn van 30 dagen na de verzending aan het bestuur.

Art. 599. De erkende EPB-certificeerders voor bestaande woongebouwen volgen de zittingen van doorlopende opleiding. Die opleidingen worden door de erkende centra georganiseerd en hebben een maximale jaarlijkse duur van 24 uur.

Art. 600. De erkende EPB-certificeerders voor bestaande woongebouwen oefenen hun opdracht volledig onafhankelijk uit. Ze worden niet gemachtigd om attesten op te maken voor gebouwen of wooneenheden :

— waarop ze een zakelijk of persoonlijk recht hebben;

— waarvoor ze in welke hoedanigheid ook in het kader van een vastgoedtransactie tussenbeide komen;

— waarvan de eigenaar of de houder van zakelijke rechten een bloedverwant in opgaande of dalende rechte lijn of hun werkgever is.

Art. 601. De erkende EPB-certificeerders voor bestaande woongebouwen delen onverwijld elke wijziging van één van de in artikel 583 bedoelde voorwaarden of van de gegevens vermeld in de formulieren bedoeld in de artikelen 584, § 1, of 585, § 1, aan het bestuur mede.

Onderafdeling 5. — De sancties die toepasselijk zijn op de erkende EPB-certificeerders voor bestaande woongebouwen

Art. 602. § 1. Wanneer een erkende EPB-certificeerder voor een bestaand woongebouw zijn verplichtingen verzuimt, kan de Minister hem bestraffen.

De bedoelde tekortkomingen zijn :

- de slechte kwaliteit van de attesten veroorzaakt met name door tekortkomingen op het gebied van de kwaliteit en de volledigheid van de vastgestelde gegevens of van de resultaten;
- de tekortkomingen betreffende de in de artikelen 597 tot 601 bedoelde verplichtingen;
- het ontbreken van één van de in artikel 583 bedoelde criteria.

De eerste keer dat een tekortkoming wordt vastgesteld, kan de Minister een aanmaning richten aan de erkende EPB-certificeerder voor een bestaand woongebouw en hem gelasten zich aan te passen aan de eisen van dit besluit en eventueel aan een opleiding deel te nemen.

Als de erkende EPB-certificeerder voor een bestaand woongebouw weigert zich aan te passen aan de eisen van dit besluit of aan een opleiding deel te nemen of indien nieuwe tekortkomingen worden vastgesteld, kan de Minister de erkenning intrekken.

Art. 603. Wanneer de Minister het voornemen heeft om een erkende EPB-certificeerder voor een bestaand woongebouw te bestraffen, licht hij hem per aangetekend schrijven daarover voor.

Die zending vermeldt de vastgestelde tekortkomingen, de eventueel overwogen sanctie, de datum waarop de erkende EPB-certificeerder voor een bestaand woongebouw erom verzocht wordt zijn opmerkingen in te dienen, samen, in voorkomend geval, met zijn advocaat, en de wijze waarop de erkende EPB-certificeerder voor een bestaand woongebouw het volledige dossier betreffende de ten laste gelegde tekortkomingen kan raadplegen.

Er wordt een proces-verbaal van het verhoor opgemaakt. De erkende EPB-certificeerder voor een bestaand woongebouw wordt binnen twintig dagen na het verhoor in kennis gesteld van dat proces-verbaal.

De Minister stuurt zijn beslissing aan de erkende EPB-certificeerder voor een bestaand woongebouw binnen een termijn van veertig dagen na het verhoor.

Art. 604. Wanneer zijn erkenning wordt ingetrokken, verwittigt de erkende EPB-certificeerder voor een bestaand woongebouw onverwijld alle eigenaren of houders van zakelijke rechten met wie contracten met het oog op de opmaking van een attest uitgevoerd worden. »

Art. 3. Artikel 530, 20°, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt vervangen als volgt :

“20° Bestuur : de Waalse Overheidsdienst, Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie, Departement Duurzame Energie en Duurzaam Bouwen, Directie Duurzaam Bouwen”.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Voor wat betreft de gebouwen bedoeld in artikel 577 van dit besluit, treedt Titel V van Boek IV sub artikel 10 van het kaderdecreet van 19 april 2007 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium in werking de dag waarop dit besluit in werking treedt.

De verplichting om overeenkomstig artikel 237/28, § 1, tweede en derde lid, en § 3, van het kaderdecreet van 19 april 2007 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium over een EPB-attest voor een bestaand woongebouw te beschikken is evenwel van toepassing :

- voor de verkoopakten betreffende eengezinswoningen vanaf 1 juni 2010;
- vanaf 1 juni 2011 voor iedere andere akte tot aanwijzing, overdracht of oprichting van een zakelijk recht dan de verkoop, met uitsluiting van de hypotheek of het onderpand of bij iedere akte waarbij een persoonlijk genotsrecht op eengezinswoningen wordt verleend;
- vanaf 1 juni 2011 voor iedere andere akte tot aanwijzing, overdracht of oprichting van een zakelijk recht dan de verkoop, met uitsluiting van de hypotheek of het onderpand of bij de opmaking van iedere akte waarbij een persoonlijk genotsrecht op andere woongebouwen wordt verleend.

Art. 5. De in de bijlage bedoelde personen, die in hun hoedanigheid van opleiders in het kader van de energetische adviesprocedure en de certificering aangewezen worden, beschikken over een geldige erkenning als EPB-certificeerder voor bestaande woongebouwen voor een duur van 5 jaar te rekenen van de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 6. Artikel 592, 3°, is uiterlijk één jaar nadat het eerste opleidingscentrum erkend is, van toepassing; het onderwijzend personeel wordt ondertussen geput uit de reserve opgebouwd door het bestuur in het kader van de opleidingen georganiseerd met het oog op de erkenning van de auditeurs die energie-audits in de huisvestingssector uitvoeren.

Art. 7. Op voorwaarde dat ze voor 1 juni 2010 zijn afgesloten, gelden de audits uitgevoerd overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 1 juni 2006 tot vastlegging van de erkenningsmodaliteiten voor de auditeurs die energie-audits in de huisvestingssector uitvoeren, als EPB-attest voor een bestaand gebouw tijdens vijf jaar te rekenen van de datum van het auditverslag.

Namen, 3 december 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

IJLAGE

LONCOUR, Xavier, LIMELETTE.
CRABBE, Claude, LOUVAIN-LA-NEUVE.
HEYMANS, Nicolas, LIMELETTE.
GILOT, Ronald, ARBRE.
LEROY, Bernard, MONT-SUR-MARCHIENNE.
DENIS, Patricia, OHEY.
MAIRESSE, Marc, LOUVAIN-LA-NEUVE.
MEESSEN, Alain, LUIK.
GOULARD, Quentin, PETITE-CHAPELLE.
LEFEBVRE, Michael, TER HULPEN.
CSIK, Nicolas, LUIK.
FANIEL, Vincent, LUIK.
KAISER, Gérard, RIXENSART.
BUYSE, Françoise, LIBRAMONT.
GUERLEMENT, Christophe, THUIN.
PARADA, Javier, VERVIERS.
VANDORMAEL, Laurence, WALHAIN.
JADINON, Vincent, SINT-STEVENS-WOLUWE.
DEMESMAECKER, Pierre, SINT-STEVENS-WOLUWE.
BRANDT, Muriel, LIMBURG.
CAUDRON, Ariane, WAHA.
ROMER, Daphné, WELKENRAEDT.
GREIMERS, Christina, LUIK.
GENCO, Giuseppe, RANSART.
AERTS, Raphael, SAINT-SERVAIS.
FONTAINE, Ludovic, BLANDAIN.
CHARDOME, Geoffroy, SART-LA-BUISSIÈRE.
DUPONT, Géraldine, NAMEN.
KEUTGEN, Gauthier, NAMEN.
HOLZEMER, Luc, EMBOURG.
HEEREN, Alain, FERRIERES.
MATERNE, Edouard, NANINNE.
HOCQUET, Jacques, ERQUELINNES.
MATTHEWS, Jonathan, NAMEN.
CAMBIER, Marcel, BERGEN.
FRASELLE, Jérémie, LESSINES.
DELMOTTE, Christophe, LIMELETTE.
DELCAMPE, Maxime, HOLLAIN.
MEESSEN, Alain, LUIK.
SCHEINDERS, David, WALHORN.
RENARD, Frédéric, NAMEN.
LECLERCQ, Thomas, OTTIGNIES-LOUVAIN-LA-NEUVE.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 december 2009 betreffende de certificering van de bestaande woongebouwen.

Namen, 3 december 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2009/205752]

Environnement

Un acte du 26 novembre 2009 retire l'enregistrement n° 2005-01-11-08 en qualité de transporteur de déchets autres que dangereux octroyé le 11 janvier 2005 à la « NV Verotrans », Heide 43, à 3210 Lubbeck.

Un acte du 26 novembre 2009 retire l'enregistrement n° 2007-07-10-01 en qualité de transporteur de déchets autres que dangereux octroyé le 10 juillet 2007 à la SARL Lemonnier, rue Guthin, à F-02140 Le Sourd.

Un acte du 26 novembre 2009 retire l'enregistrement n° 2008-04-22-01 en qualité de transporteur de déchets autres que dangereux octroyé le 22 avril 2008 à M. Jean-François Dave, rue de Lenny 77, à 5360 Natoye.

Un acte du 26 novembre 2009 retire l'enregistrement n° 2005-31-01-03 en qualité de transporteur de déchets autres que dangereux octroyé le 31 janvier 2005 à la SPRL SMB, rue Gaston Vervueren 11, à 1460 Ittre.

Un acte du 26 novembre 2009 retire l'enregistrement n° 2006-09-20-02 en qualité de transporteur de déchets autres que dangereux octroyé le 20 septembre 2006 à la « VOF Scheepvaartbedrijf "My Dream" », Surinamestraat 12, à NL-5331 XW Kerkdal.

Un acte du 26 novembre 2009 retire l'enregistrement n° 2005-12-14-01 en qualité de collecteur de déchets autres que dangereux octroyé le 14 décembre 2005 à la SA Eryplast, Z.I. des Hauts-Sarts, 2^e Avenue 16, à 4040 Herstal.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2009/31589]

1^{er} OCTOBRE 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant désignation d'un commissaire du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale auprès de la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 20 mai 1999 relative à la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-capitale, notamment l'article 22;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 décembre 1999 portant approbation de la modification des statuts de la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-capitale et les statuts y annexés;

Sur proposition du Ministre chargé de l'Emploi, de l'Economie, du Commerce extérieur et de la Recherche scientifique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Démission honorable de leur fonction de commissaires auprès de la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale, est accordée à MM. B. Cadranel et E. Dubois en date du 1^{er} octobre 2009.

MINISTERIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2009/31589]

1 OKTOBER 2009. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende aanduiding van een commissaris van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bij de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor het Brussels Hoofdstedelijke Gewest

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 20 mei 1999 betreffende de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor het Brussels Hoofdstedelijke Gewest inzonderheid artikel 22;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 december 1999 houdende goedkeuring van de wijziging van de statuten van de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor het Brussels Hoofdstedelijke Gewest en van de bijgevoegde statuten;

Op voordracht van de Minister belast met Tewerkstelling, Economie, Buitenlandse Handel en Wetenschappelijk Onderzoek;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Eervol ontslag uit hun ambt van commissarissen bij de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor het Brussels Hoofdstedelijke Gewest wordt verleend aan de heren B. Cadranel en E. Dubois vanaf 1 oktober 2009.